

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2018/205735]

**8 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon accordant la possibilité d'un défraiement pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, les articles 15 et 16;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 10, modifié par les décrets du 14 juillet 1994 et du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 novembre 2018;

Vu le rapport du 7 novembre 2018 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002, la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez les sangliers dans une partie du territoire de la Région wallonne oblige le Gouvernement à prendre immédiatement plusieurs mesures en vue de freiner la propagation de la maladie, dont la délimitation d'une zone tampon qui inclut une zone noyau basée sur la découverte des carcasses viropositives et des mesures appropriées à y appliquer, telles que la suspension de chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers; et la définition d'une zone d'observation autour de la zone tampon, à laquelle sont également appliquées plusieurs mesures, dont la suspension partielle de la chasse et l'interdiction de l'alimentation des sangliers, est à même de renforcer le dispositif de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone noyau et la zone tampon;

Considérant qu'en application de la directive précitée, le Gouvernement est également tenu de prévoir l'obligation de soumettre tout sanglier abattu ou trouvé mort dans la zone infectée à un examen de dépistage de la peste porcine africaine et à la transformation, sous contrôle officiel, de tous les sangliers ayant donné un résultat positif;

Considérant que la destruction d'un maximum de sangliers dans la zone d'observation et leur évacuation dans le strict respect de conditions de biosécurité sont également à même de renforcer le dispositif de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone infectée;

Considérant les recommandations des experts européens ayant confirmé le bien-fondé de cette stratégie;

Considérant que la destruction des sangliers dans la zone d'observation renforcée, telle que définie dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, constitue un élément fondamental de la stratégie mise en place pour lutter contre la propagation de cette maladie;

Considérant que cette destruction a débuté avec l'entrée en vigueur de l'arrêté précité et qu'il apparaît aujourd'hui opportun et légitime de prévoir le plus rapidement possible la possibilité de soutenir la prise en charge de l'évacuation des forêts des sangliers abattus et leur transport vers le centre de collecte, dans le respect des mesures de biosécurité;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> Administration : le Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2<sup>o</sup> centre de collecte : lieu désigné par l'Administration vers lequel les sangliers trouvés morts ou abattus dans un territoire donné doivent obligatoirement être acheminés à des fins de prélèvements en vue de la détection de la peste porcine africaine;

3<sup>o</sup> formation en biosécurité : la formation suivie obligatoirement par toute personne chargée d'évacuer de la forêt et d'acheminer vers un centre de collecte les sangliers trouvés morts ou abattus dans un territoire donné à des fins de prélèvements en vue de la détection de la peste porcine africaine;

4<sup>o</sup> zone d'observation renforcée : zone délimitée à l'annexe 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 octobre 2018 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

**Art. 2.** Toute personne ayant suivi la formation en biosécurité, qui est chargée de ramasser les sangliers abattus dans la zone d'observation renforcée en vue de les transporter jusqu'à un centre de collecte, a droit à demander le défraiement de cette procédure.

Ce défraiement couvre les coûts en temps et financiers, consacrés à l'emballage des sangliers abattus, la désinfection des lieux où ceux-ci ont été retrouvés et le transport jusqu'au centre de collecte, le tout en respectant les mesures de biosécurité enseignées dans le cadre de la formation précitée.

Le montant est fixé forfaitairement à 100,00 € par sanglier amené au centre de collecte. Il peut être partagé entre plusieurs bénéficiaires.

**Art. 3.** Le défraiement est accordé sur base d'une déclaration de créance, dont le modèle figure en annexe du présent arrêté.

Cette déclaration de créance est remplie au centre de collecte lors du dépôt du ou des sangliers. Elle est signée par le demandeur du défraiement et contresignée par l'agent de l'Administration qui réceptionne le ou les sangliers.

Un accusé de réception de la déclaration de créance est délivré au bénéficiaire.

**Art. 4.** Le non-respect avéré des mesures de biosécurité, l'absence de suivi de la formation en biosécurité et, d'une façon générale, toute tentative de fraude entraînent le refus du défraiement sollicité et le remboursement de tous les défraiements éventuellement déjà perçus.

**Art. 5.** Le paiement des défraiements se fait après chaque trimestre et pour la première fois après la fin du dernier trimestre 2018.

**Art. 6.** L'Administration est chargée du paiement des défraiements, ainsi que du recouvrement de ceux qui auraient été indûment versés.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 8.** Le Ministre de la Nature et de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

#### Annexe

#### Modèle de déclaration de créance pour percevoir le défraiement du pour l'évacuation et le transport des sangliers abattus vers un centre de collecte dans le cadre de la lutte contre la peste porcine africaine

##### Déclaration de créance

Je soussigné : ..... (nom) ..... (prénom)  
domicilié à : ..... (rue et n°)  
..... (Code postal et commune)  
N° registre national .....

déclare qu'il m'est dû par le Service public de Wallonie la somme de ..... € (en chiffres)  
[ ..... euros (en lettres)]

en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 pour l'évacuation et le transport vers le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine. Cette somme est à verser sur le

N° compte IBAN : .....  
ouvert au nom de : .....

Nombre de sangliers déposés (N° bracelets de traçabilité ci-après):

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Je certifie avoir suivi la formation en biosécurité organisée dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine et avoir ramassé et transporté les sangliers détruits dans le respect des règles de biosécurité enseignées lors de cette formation.

Virton, le : ..... (date)

(Signature du bénéficiaire de l'indemnité)

(Signature de l'agent du DNF ayant réceptionné les sangliers)

**Accusé de réception**

Je soussigné ..... (nom) ..... (prénom),  
 agent des forêts, déclare que..... (nom)..... (prénom),  
 a déposé ce jour au centre collecte de Virton..... (nombre) sangliers  
 et a introduit une déclaration de créance pour un montant de : ..... euros  
 en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 pour l'évacuation et le transport vers le centre  
 de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine.

Virton, le : ..... (date)

(Signature de l'agent du DNF ayant réceptionné les sangliers)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2018 pour l'évacuation et le transport vers  
 le centre de collecte des sangliers abattus dans le cadre de la lutte contre la propagation de la peste porcine africaine.  
 Namur, le 8 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
 W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,  
 du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
 R. COLLIN

---

**ÜBERSETZUNG**
**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[2018/205735]

**8. NOVEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2002/60/EG des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest, Artikel 15 und 16;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 14. Juli 1994 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest;

Aufgrund der am 5. November 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 8. November 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 7. November 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Regierung gemäß der Richtlinie 2002/60/CE des Rates vom 27. Juni 2002 verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen gegen die Ausbreitung der Seuche zu ergreifen, einschließlich der Ausweisung einer Pufferzone, die eine Kernzone umfasst, die auf der Entdeckung infizierter Kadaver basiert, und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind und die eine Aussetzung der Jagd und ein Verbot der Fütterung von Wildschweinen umfassen können; und dass die Festlegung einer Beobachtungszone rund um die Pufferzone, auf die auch mehrere Maßnahmen angewendet werden, einschließlich der teilweisen Aussetzung der Jagd und des Verbots der Fütterung von Wildschweinen, in der Lage ist, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in der Kernzone und der Pufferzone zu verstärken;

In der Erwägung, dass die Regierung in Anwendung der oben genannten Richtlinie auch die Verpflichtung vorzusehen hat, alle im Seuchengebiet erlegten oder verendet aufgefundenen Wildschweine einer Untersuchung auf Afrikanische Schweinepest zu unterziehen und alle Wildschweine, die positiv getestet wurden, unter amtlicher Aufsicht zu verarbeiten;

In der Erwägung, dass die Vernichtung einer größtmöglichen Anzahl an Wildschweinen in der Beobachtungszone und ihre Beseitigung unter strikter Einhaltung der Biosicherheitsbedingungen ebenfalls dazu beitragen, die Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im Seuchengebiet zu verstärken;

In Erwägung der Empfehlungen der europäischen Sachverständigen, die die Fundiertheit dieser Strategie bestätigt haben;

In der Erwägung, dass die Vernichtung der Wildschweine in der verstärkten Beobachtungszone, so wie sie im Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest ausgewiesen wird, ein grundlegendes Element der Strategie zur Bekämpfung der Ausbreitung dieser Krankheit darstellt;

In der Erwägung, dass vor dem Inkrafttreten des vorgenannten Erlasses mit dieser Vernichtung begonnen wurde und dass es sich heute als sinnvoll und gerechtfertigt erweist, schnellstmöglich die Möglichkeit einer Unterstützung für die Übernahme der Beseitigung der erlegten Wildschweine aus den Wäldern und ihren Transport zur Sammelstelle unter Einhaltung der Biosicherheitsmaßnahmen vorzusehen;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° Sammelstelle: von der Verwaltung bestimmter Ort, zu dem Wildschweine, die in einem bestimmten Gebiet verendet aufgefunden oder erlegt wurden, zwecks der Entnahme von Proben zum Nachweis der Afrikanischen Schweinepest unbedingt befördert werden müssen;

3° Biosicherheitsausbildung: die Ausbildung, die von jeder Person, die damit beauftragt ist, in einem bestimmten Gebiet verendet aufgefunden oder erlegte Wildschweine aus dem Wald zu beseitigen und zu einer Sammelstelle zwecks der Entnahme von Proben zum Nachweis der Afrikanischen Schweinepest zu befördern, unbedingt absolviert werden muss;

4° Verstärkte Beobachtungszone: die Zone, die in Anhang 2 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest abgegrenzt wird.

**Art. 2** - Jede Person, die nach Abschluss der Biosicherheitsausbildung damit beauftragt ist, die in der verstärkten Beobachtungszone erlegten Wildschweine zu sammeln, um sie zu einer Sammelstelle zu transportieren, ist berechtigt, eine Unkostenvergütung für dieses Verfahren zu beantragen.

Diese Unkostenvergütung umfasst den Zeit- und Geldaufwand für die Verpackung der erlegten Wildschweine, die Desinfizierung der Orte, an denen diese aufgefunden wurden, und den Transport bis zur Sammelstelle, wobei alle diese Vorgänge unter Einhaltung der im Rahmen der vorgenannten Ausbildung vermittelten Biosicherheitsmaßnahmen erfolgen müssen.

Der Betrag wird pauschal auf 100,00 € für jedes Wildschwein, das zur Sammelstelle gebracht wird, festgesetzt. Er kann unter mehreren Anspruchsberechtigten verteilt werden.

**Art. 3** - Die Unkostenvergütung wird auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung gewährt, deren Muster den Anhang zum vorliegenden Erlass bildet.

Diese Forderungsanmeldung wird bei der Abgabe des/der Wildschwein(s/e) in der Sammelstelle ausgefüllt. Sie wird von der Person, die die Unkostenvergütung beantragt, unterzeichnet und vom Verwaltungsbediensteten, der das/die Wildschwein(e) in Empfang nimmt, gegengezeichnet.

Eine Empfangsbestätigung für die Forderungsanmeldung wird dem Anspruchsberechtigten erteilt.

**Art. 4** - Die erwiesene Nichteinhaltung der Biosicherheitsmaßnahmen, die Nichtteilnahme an der Biosicherheitsausbildung und, im Allgemeinen, jeder Betrugsversuch führt zur Ablehnung der beantragten Unkostenvergütung und zur Rückerstattung aller ggf. bereits bezogenen Vergütungsbeträge.

**Art. 5** - Die Auszahlung der Unkostenvergütungen erfolgt nach Ablauf jedes Quartals und zum ersten Mal nach Ablauf des letzten Quartals des Jahres 2018.

**Art. 6** - Die Verwaltung wird mit der Auszahlung der Unkostenvergütungen sowie mit der Rückforderung derjenigen beauftragt, die zu Unrecht gezahlt worden wären.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

**Art. 8** - Der Minister für Natur und ländliche Angelegenheiten wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## Anhang

**Muster der Forderungsanmeldung zum Erhalt der Unkostenvergütung für die Beseitigung der erlegten Wildschweine und ihren Transport zu einer Sammelstelle im Rahmen der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest****FORDERUNGSANMELDUNG**

Der Unterzeichnete: ..... (Name) ..... (Vorname)

wohnhaft in: ..... (Straße und Nr.)

..... (Postleitzahl und Gemeinde)

Nationalregisternummer: .....

erklärt hiermit, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie ihm den folgenden Betrag schuldet:

..... € (in Zahlen)

[..... Euro (in Buchstaben)]

gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird. Dieser Betrag ist auf folgendes Konto zu überweisen:

IBAN-Nr.: .....

im Namen von: .....

Anzahl der abgegebenen Wildschweine (Nummer der Kennringe zur Rückverfolgbarkeit wie nachstehend angegeben):

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Ich bestätige hiermit, dass ich die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest organisierte Biosicherheitsausbildung absolviert und die vernichteten Wildschweine unter Einhaltung der während dieser Ausbildung vermittelten Regeln in Sachen Biosicherheit gesammelt und transportiert habe.

Virton, den: ..... (Datum)

(Unterschrift des Vergütungsempfängers)

(Unterschrift des Bediensteten der Abteilung Natur  
und Forstwesen, der die Wildschweine in Empfang genommen hat)**Empfangsbestätigung**

Ich Unterzeichner ..... (Name) ..... (Vorname),

Forstbediensteter, erkläre, dass ..... (Name) ..... (Vorname),

an diesem Datum die folgende Anzahl Wildschweine in der Sammelstelle von Virton abgegeben hat:

..... (Zahl) ..... Wildschweine

und eine Forderungsanmeldung für den folgenden Betrag eingereicht hat: ..... Euro

gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird.

Virton, den: ..... (Datum)

(Unterschrift des Bediensteten der Abteilung Natur  
und Forstwesen, der die Wildschweine in Empfang genommen hat)

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2018, durch den die Möglichkeit einer Unkostenvergütung für die Beseitigung der Wildschweine, die im Rahmen der Bekämpfung der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest erlegt wurden, und ihren Transport zur Sammelstelle gewährt wird, als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 8. November 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,  
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAAELSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205735]

**8 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2002/60/EG van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot besmettelijke varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, inzonderheid op de artikelen 15 en 16;

Gelet op de wet van 28 februari 1882 op de jacht, artikel 10, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994 en van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 5 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 8 november 2018;

Gelet op het verslag van 7 augustus 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bevestiging, overeenkomstig Richtlijn 2002/60/CE van de Raad van 27 juni 2002, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest onder wilde zwijnen op een deel van het grondgebied van het Waalse Gewest de Regering ertoe noopt, onmiddellijk meerdere maatregelen te nemen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, waaronder de afbakening van een buffergebied, met daarin een kerngebied op basis van de ontdekking van viropositieve karkassen en passende uit te voeren maatregelen, zoals de opschorting van de jacht en het verbod tot bijvoederen van de wilde zwijnen; en dat de omschrijving van een observatiegebied rondom het buffergebied, waarop meerdere maatregelen eveneens van toepassing zijn, w.o. de tijdelijke opschorting van de jacht en het verbod op bijvoeding van de wilde zwijnen, voor een sterkere bestrijdingsregeling van Afrikaanse varkenspest in het kerngebied en het buffergebied kan zorgen;

Overwegende dat de Regering, overeenkomstig voornoemde richtlijn, er eveneens toe gehouden is, de verplichting na te komen om elk in het besmet gebied neergeschoten of dood aangetroffen wild zijn te onderwerpen aan een onderzoek naar de opsporing van Afrikaanse varkenspest en aan de transformatie, onder officiële controle, van alle wilde zwijnen die een positief resultaat hebben opgeleverd;

Overwegende dat de vernietiging van een maximumaantal wilde zwijnen in het observatiegebied en de afvoer ervan met strikte naleving van de bioveiligheidsvoorwaarden eveneens ertoe bijdragen, de maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest in het besmette gebied op te voeren;

Gelet op de aanbevelingen van de Europese deskundigen die de gegrondheid van deze strategie hebben bevestigd;

Overwegende dat de vernietiging van de wilde zwijnen in het versterkte observatiegebied, zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen, een fundamenteel element is in de doorgevoerde strategie ter bestrijding van de verspreiding van deze ziekte;

Overwegende dat deze vernietiging een aanvang heeft genomen met de inwerkingtreding van voornoemd besluit en dat het geden geschikt en wettig blijkt om zo spoedig mogelijk in de mogelijkheid te voorzien om de taak van de afvoer van gedode wilde zwijnen uit de bossen en het vervoer ervan naar het inzamelingscentrum, met inachtneming van de bioveiligheidsmaatregelen te ondersteunen;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit:

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Administratie : het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2° inzamelcentrum: plaats, aangewezen door de administratie, waar de dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen uit een gegeven gebied verplicht naartoe gevoerd dienen te worden met het oog op het afnemen van stalen waarmee Afrikaanse varkenspest kan worden opgespoord;

3° opleiding bioveiligheid : Opleiding, verplicht te volgen door iedere persoon belast met het afvoeren uit het bos, naar een inzamelcentrum, plaats, aangewezen van dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen uit een gegeven gebied met het oog op het afnemen van stalen waarmee Afrikaanse varkenspest kan worden opgespoord;

4° versterkt observatiegebied : gebied, afgebakend in bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 12 oktober 2018 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

**Art. 2.** Iedere persoon die de opleiding bioveiligheid heeft gevolgd en belast is met de ophaling van de wilde zwijnen die in het versterkte observatiegebied gedood zijn met het oog op de afvoer ervan naar een inzamelcentrum, mag vragen om voor deze procedure kosteloos te worden gesteld.

Deze kosteloosstelling dekt de financiële kostprijs van, en de tijd uitgetrokken voor het verpakken van de gedode wilde zwijnen, de ontsmetting van de plaats waar zij door zijn aangetroffen en het vervoer naar het inzamelcentrum, zaken waarvoor de in het kader van voornoemde opleiding onderwezen bioveiligheidsmaatregelen in acht genomen worden.

Forfaitair wordt het bedrag vastgelegd op 100,00 € per wild zwijn, afgevoerd naar het inzamelcentrum. Bedoeld bedrag kan tussen verschillende gerechtigden verdeeld worden.

**Art. 3.** De kosteloosstelling wordt toegekend op grond van een schuldvorderingsverklaring waarvan het model als bijlage bij dit besluit is gevoegd.

Deze schuldvorderingsverklaring wordt bij het afleveren van het (de) wilde zwijn(en) in het inzamelcentrum ingevuld. Daar wordt de verklaring door de aanvrager van de kosteloosstelling ondertekend en door de beambte van de administratie, die het (de) wilde zwijn(en) aanneemt, medeondertekend.

Voor diens schuldvorderingsverklaring krijgt de begunstigde een bewijs van ontvangst.

**Art. 4.** Bij aangetoonde niet-inachtneming van de bioveiligheidsmaatregelen, het niet volgen van de opleiding bioveiligheid en, hoe dan ook, iedere poging tot bedrog wordt de aangevraagde kosteloosstelling geweigerd en worden alle reeds ontvangen kosteloosstellingen terugbetaald.

**Art. 5.** De kosteloosstellingen worden na elk kwartaal betaald, en voor het eerst na het einde van het laatste kwartaal 2018.

**Art. 6.** De administratie is belast met het betalen van de kosteloosstellingen en met de inning van onterecht gestorte sommen van kosteloosstelling.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

**Art. 8.** De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 8 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

#### BIJLAGE

**Model voor een schuldvorderingsverklaring voor het ontvangen van de verschuldigde kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van gedode wilde zwijnen naar een inzamelcentrum in het kader van de bestrijding van Afrikaanse varkenspest**

#### SCHULDVORDERINGSVERKLARING

Ondergetekende ..... (naam) ..... (voornaam)

Met woonplaats te : .....(straat + nr.)

..... (postcode en gemeente)

Rijksregisternummer .....

Verklaart dat de Waalse Overheidsdienst hem/haar de som van... (zie hiernaast) verschuldigd is :

..... € (in cijfers)

[..... euro (in letters)]

Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum. Deze som dient te worden gestort op :

IBAN rekening nr. : .....

Geopend op naam van : .....

Aantal afgeleverde wilde zwijnen (onderstaand, traceerbaarheidsbanden):

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Ik verklaar oprecht, de opleiding bioveiligheid te hebben gevolgd, georganiseerd in het kader van de bestrijding van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest en de wilde zwijnen vernietigd met inachtneming van de bioveiligheidsregels, onderwezen tijdens die opleiding.

Virton, op : ..... (datum)

(Handtekening schadeloosstellingsgerechtigde)

(Handtekening van de ambtenaar  
van het Departement Natuur  
en Bossen die de wilde zwijnen aangenomen heeft)

## BERICHT VAN ONTVANGST

Ondergetekende ..... (naam) ..... (voornaam),  
 Bosbeambte, verklaart dat ..... (naam) ..... (voornaam),  
 Heeft heden bij het inzamelcentrum in Virton afgeleverd : ..... (aantal)  
 ..... wilde zwijnen  
 En heeft een schuldverklaring ingediend tbv: ..... euro  
 Overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum.

Virton, op : ..... (datum)

(Handtekening van de ambtenaar van het Departement Natuur  
 en Bossen die de wilde zwijnen aangenomen heeft)

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2018 tot toekenning van een mogelijkheid tot kosteloosstelling voor het af- en vervoeren van wilde zwijnen, afgeschoten in het kader van de bestrijding van de uitbreiding van Afrikaanse varkenspest, naar het inzamelingscentrum.

Namen, 8 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
 W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,  
 Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
 R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205738]

**8 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon portant la détermination du volume de certificats verts qui fait l'objet d'une opération de temporisation, à acquérir par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, pour l'année 2018**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 42/1 inséré par le décret du 29 juin 2017;

Vu le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, modifié par le décret du 29 juin 2017, article 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de la Commission wallonne pour l'Energie, référence CD-18j09-CWaPE-1812, la CWaPE, du 9 octobre 2018;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'année 2018, le nombre de certificats verts correspondant à l'opération de temporisation visé à l'article 42/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité est 666.084.

**Art. 2.** La durée de l'opération de temporisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est limitée à 9 ans

**Art. 3.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
 W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
 J.-L. CRUCKE